

Débats en cours sur le développement de la recherche en Europe

GAPSE – Jean-Claude Fiemeyer

16 décembre 2004

En cette fin d'année 2004, le retard pris par le développement de la recherche en Europe vis à vis des Etats-Unis donne lieu à une prise de conscience accrue.

Manifestations, rapports, débats se multiplient. Ils sont davantage le fait des chercheurs, des industriels ou des experts que des organisations politiques.

La liste ci-dessous en apporte l'illustration.

Manifestations

États généraux de la recherche

Grenoble 28-29 octobre 2004. Le rapport final est disponible sur le site : www.cip-etats-generaux.apinc.org/

Science et conscience européennes

Colloque organisé par le Collège de France 25-26-27 novembre 2004

UNESCO : Colloquium on research and higher education policy

"Knowledge, access and governance : strategies for change". (1-3 décembre 2004 Paris).

Dossiers, rapports, analyses

Les rapports du Conseil d'analyse économique

Le conseil d'analyse économique est une cellule proche du premier ministre. Elle réalise et diffuse régulièrement des études sur les enjeux économiques nationaux et internationaux. On peut prendre connaissance de ces études (et les télécharger) sur le site du CAE : www.cae.gouv.fr.

Parmi ces rapports, on peut citer les rapports suivants :

- "Éducation et croissance" , de Philippe Aghion et Elie Cohen (mai 2004),
- "Productivité et croissance", de Patrick Artus et Gilbert Cette (*juin 2004*),
- "Réformes structurelles et coordination en Europe", de Guido Tabellini et Charles Wyplosz,
- "Financer la R&D", de Jean-Paul Betbèze (*fin novembre 2004*),
- "Politiques gouvernementales et compétitivité", de Dominique Bureau et Michel Mougeot (*décembre 2004*),
- "Désindustrialisation et délocalisations", de Lionel Fontagné et Jean-Hervé Lorenzi (*décembre 2004*).

Rapport Camdessus

"Le sursaut – Vers une nouvelle croissance pour la France"
Michel Camdessus, Ministère de l'Économie et des Finances

Le contenu intégral de ce rapport peut être téléchargé sur le site de la documentation française,

www.ladocfrancaise.gouv.fr/brp/notices/044000498.sthlm

Ce rapport, essentiellement consacré à la préconisation d'aménagements politiques et sociaux d'inspiration néo-libérale, ne s'intéresse pas, semble-t-il, à une possible politique industrielle.

Situation de la recherche en France et en Europe

Dossier spécial de "La lettre du collègue de France" (*juin 2004*)

Disponible sur le site www.college-de-France.fr

Rapport du groupe de haut niveau présidé par M. Wim Kok :

"Relever le défi", Bruxelles (*3 novembre 2004*)

Ce rapport est en fait une évaluation, par les instances européennes, de l'avancement du processus décidé à Lisbonne en mars 2000 pour remettre la recherche européenne au niveau de celui des Etats-Unis.

La version française de ce rapport peut être consultée et téléchargée sur le site www.europa.eu.int/comm/lisbon_strategy/index_fr.html

Évaluation des réalisations européennes

CERN

Le cinquantième anniversaire du CERN a été l'occasion d'évoquer ses retombées économiques :

L'invention du Web en est l'exemple le plus connu.

Deux secteurs sont également concernés : l'énergie et l'imagerie médicale, notamment les caméras génératrices d'images en 3D par émissions de positons (TEP) et le développement d'appareils d'alphathérapie (projet Eurisol).

Selon Jean-Marie Le Goff, responsable au CERN ces transferts de technologies, chaque euro investi dans le LEP, le précédent accélérateur du centre a généré trois euros. Sur la période 1997-2001, l'industrie a récupéré 1,34 milliard d'euros (source : Journal Le Monde du 20 octobre 2004).

Réacteur ITER

Le Conseil de compétitivité européen du 26 novembre a confirmé son feu vert de principe au lancement, sur le site de Cadarache, d'une machine à fusion nucléaire, avec ou sans la participation des Etats-Unis et du Japon.

Conseil européen de la recherche

Cette structure légère, gérée par des chercheurs, dotée d'un budget annuel de 1 milliard d'euros, sera mise en place en 2007 (cf. Le Monde du 26 novembre 2004).

Opinions et réactions

Les journaux consacrent une place croissante au dossier de la recherche.

Par exemple, dans le journal Le Monde, on trouve plusieurs articles de Pierre Le Hir sur le sujet :

- article le 21 octobre : "Recherche : une réforme faute de politique",
- nouveaux articles le 28 octobre, à l'occasion des Etats généraux de la recherche : "Les chercheurs livrent leur réforme" et présentation des propositions des Etats généraux,
- le 29 octobre, lors de l'ouverture des États généraux : "Réforme de la recherche : "un nouveau pacte avec la société",
- Le 30 octobre, "La parole est aux chercheurs". Dans la même page, Pierre Le Hir et Michel Alberganti commentent, sous le titre "Le recul de la France dans la compétition internationale", le rapport 2004 de l'Observatoire des sciences et de technologies,
- Le 31 octobre, "Les Etats généraux de la recherche s'achèvent sur un consensus vigilant",
- Le 26 novembre, la présentation du colloque organisé au collège de France, avec l'interview de son organisateur, Jacques Glowinski ("quelle recherche pour l'Europe ?),
- Dans le même numéro du 26 novembre, présentation du futur Conseil européen de la recherche.

Dans le même journal, on trouve également :

- Le 19 novembre, la présentation, par Sophie Fay, sous le titre "Hautes technologies" des deux rapports du Conseil d'analyse économique (Betbèze et Lorenzi-Fontagné),
- Un dossier spécial de trois pages, dans le supplément "Economie" du 23 novembre, sur le thème "L'Europe entre sauve-qui-peut et riposte", avec des analyses et des points de vue d'universitaires ou d'économistes,
- Un dossier spécial de trois pages dans le supplément "Economie" du 30 novembre, sur le thème "Les biotechnologies françaises se refont une santé (Les Start-up retrouvent la faveur des fournisseurs, mais il reste à inventer une politique industrielle du médicament).

Des tribunes individuelles

- "Ecoutons les chercheurs !" (30 octobre), par Jean-Louis Beffa, Président de la Compagnie Saint-Gobain, Industrie,
- "Industriels, nous sommes inquiets pour la recherche" (8 décembre), par des responsables de la recherche : Pierre Beuzit (Renault), Claude Jablon (Total), Jean-Claude Lehmann (Saint-Gobain), Joël Monnier (STMicroelectronics), Dominique Vernay (Thales), Pascal Viginier (France Telecom) et par Pierre Haren, PDG d'ILOG,
- "Pharmacie : "Quelles sont les raisons de la langueur ?" (8 décembre), par Jean-François Dehecq, PDG de Sanofi Aventis. Cette tribune reprend l'intervention prononcée par son auteur, à l'occasion du Collège de France (cf. ci-après).

Les discours tenus aujourd'hui sortent de la "langue de bois". Invité, le 27 novembre, au colloque organisé par le Collège de France, Léon Dehecq, PDG de Sanofi-Synthélabo, souligne les évolutions inquiétantes de la recherche pharmaceutique européenne :

- *part insuffisante du PIB consacré à la recherche par rapport aux USA et au Japon,*
- *Recherche universitaire médiocre,*
- *Déséquilibre dans les investissements : quand les Etats-Unis investissent 30 milliards de dollars en Europe, les européens investissent 40 milliards de dollars aux Etats-Unis,*
- *Les sièges sociaux et les centres de recherche des laboratoires pharmaceutiques européens se délocalisent aux Etats-Unis,*
- *75% des étudiants européens allant faire des études aux Etats-Unis s'y installent à demeure.*

Résultat : L'industrie pharmaceutique européenne, leader mondiale, il y a encore peu de temps, fait aujourd'hui figure de parent pauvre.

En fait l'Europe multiplie les colloques et les déclarations d'intention alors que les autres agissent. Ils créent notamment un contexte plus favorable à la recherche, par une meilleure rétribution de l'innovation, des réglementations moins bureaucratiques, une meilleure défense de la propriété intellectuelle, une meilleure communication entre recherche publique et recherche privée.

Pendant ce temps, des sujets de recherche qui devraient être prioritaires tombent en déshérence : lutte contre la malaria, invention de nouveaux antibiotiques...

C'est donc une nouvelle stratégie industrielle qu'il convient d'élaborer, sachant qu'il ne peut exister de recherche digne de ce nom en l'absence d'un dispositif industriel puissant capable de l'aider et de la relayer.

Il faudrait mettre en place des "Fonds à risques" dans le domaine des biotechnologies, lancer de vraies coopérations entre recherche et industrie, mobiliser les chercheurs dans cette voie.

Les objectifs d'intérêt général ne manquent pas, quand 80% de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments, et que se multiplient les fléaux (grippe aviaire, tuberculose, pandémies, etc.).

Curieusement, on trouve plus facilement les moyens d'agir quand il s'agit de dépenses militaires...